

*Le 119? Débordé.
Les services sociaux?
Désorganisés. Alors
que les signalements
de violences sur mineurs
ont explosé avec
le confinement, l'État
semble avoir déserté
le terrain. Très inquiets,
professionnels
et associations redoutent
ce qu'ils vont trouver
derrière ces portes closes
depuis deux mois...*

*Par Romain Jeanticou
Photos Cyril Zannettacci/Agence VU*

S.O.S.



Les cloisons de l'appartement marseillais de Géraldine sont fines comme les voiles qui se balancent dans le Vieux-Port un peu plus bas. Elle a l'habitude, plusieurs soirs par semaine, d'entendre sa voisine réprimander sa fille de 4 ans, haussant la voix jusqu'à la faire pleurer. Elle a souvent hésité à appeler le 119, le numéro national pour l'enfance en danger, ne sachant s'il s'agissait de maltraitance. Mais quand elle a entendu, un mercredi après-midi confiné où elle est d'ordinaire à son travail, le bruit sans équivoque d'une série de gifles, Géraldine a franchi le pas. « C'était comme trois coups de fouet qui m'ont figée sur ma chaise. » Lorsque la jeune femme a composé le 119, une personne du standard l'a informée que tous les écoutants étaient en ligne et l'a invitée à rappeler. Ce qu'elle a fait à quatre reprises. Sans plus de succès. Depuis longtemps, le Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger dit être en sous-effectif. En temps normal, le 119, service ouvert 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 et financé à parité par l'État et les départements, reçoit 740 appels par jour en moyenne. Une quarantaine d'écoutants professionnels à temps partiel (psychologues, assistants sociaux, éducateurs spécialisés) se relaient, mais jamais plus de six ne travaillent en même temps. Avec le confinement, le nombre d'appels a explosé... tandis que celui des écoutants s'est réduit. Entre les arrêts maladie et les enfants à garder, l'équipe s'est retrouvée à moins de trente personnes les premières semaines. « D'anciens écoutants sont venus renforcer les troupes et nous sommes désormais trente-cinq à trente-huit, confie une écoutante. L'association L'Enfant bleu a été mise à contribution pour prendre certains appels, et La Voix de l'enfant [fédération de 80 associations, ndlr] nous a même fait don de quarante ordinateurs pour que chacun puisse travailler chez soi. Des associations qui viennent en aide aux services de l'État, ça en dit long sur la situation de l'aide à l'enfance ! »

Durant les trois premières semaines de confinement, le téléphone n'a pas davantage sonné que d'habitude. Mais les campagnes de communication et de sensibilisation du gouvernement, de l'Unicef et du collectif féministe #Nous-Toutes ont, semble-t-il, permis une prise de conscience qui

a accompagné la prévisible hausse des violences. Sur la semaine du 13 au 19 avril (toujours plus chargée à cause des vacances scolaires), le nombre d'appels a bondi de 89 % par rapport à la même période en 2019. Le 119 a reçu 14 531 appels, soit plus de 2 000 par jour. « D'ordinaire, l'accueil invite déjà trois personnes sur quatre à rappeler, poursuit l'écoutante du 119. Je tremble en pensant au nombre d'appels que l'on ne peut prendre en ce moment. »

En cas de danger imminent, le 119 contacte les services de première urgence. Lorsqu'il évalue un risque, un compte rendu est transmis à la Cellule départementale de recueil des informations préoccupantes (Crip) du département concerné, qui va étudier la situation et mobiliser les services compétents. Sauf que voilà : « Certains départements ont fermé leur cellule », assure, en colère, Lyes Louffok. Cet ancien enfant placé, victime de violences, est aujourd'hui membre du Conseil national de la protection de l'enfance (CNPE), chargé d'évaluer les politiques publiques et de conseiller le gouvernement. « J'ai demandé un état des lieux des ouvertures des cellules départementales... je l'attends toujours. » D'autres travailleurs sociaux confirment la fermeture de plusieurs Crip en début de confinement, notamment en Île-de-France, où les services saturent depuis plusieurs années. En Seine-Saint-Denis, le temps moyen entre le premier signalement de la Crip et le début d'une intervention éducative à domicile est de trois ans. Sollicité, le bureau du secrétaire d'État chargé de la Protection de l'enfance, Adrien Taquet, nous répond : « D'après nos informations, il n'y a à proprement parler aucune fermeture de Crip actuellement ». Mais « l'organisation a pu être aménagée selon les départements ».

Les violences, pendant ce temps, ne s'arrêtent pas. Au contraire. En moyenne en France, 200 mineurs sont chaque jour victimes de violences physiques, sexuelles et psychologiques. Un enfant est violé toutes les heures et un à deux meurent chaque semaine sous les coups de leurs parents. Comment ne pas imaginer que le confinement fasse doubler, tripler ou plus encore ces chiffres déjà insupportables ? « En Chine, les violences familiales ont triplé en février 2020, en comparaison avec février 2018, souligne Florence Thibaut, psychiatre à l'hôpital Cochin, à Paris. Les mesures pour »

ENFANTS ABANDONNÉS

» contrôler la propagation du virus, en réduisant les contacts avec l'extérieur, augmentent les risques de violences intrafamiliales. Nous savons aussi que la violence est plus facilement niée ou excusée dans les situations de catastrophe naturelle ou sanitaire. La personne qui a recours à la violence au sein du foyer peut cibler les enfants en les rendant responsables de sa propre angoisse, de sa frustration et de son sentiment d'impuissance.»

Dans la période actuelle, ces angoisses sont nombreuses. «La charge éducative qui pèse sur les parents, la présence permanente des enfants, les peurs liées à la baisse de revenus, la difficulté de cumuler le travail avec les autres tâches et responsabilités, la consommation d'alcool ou de stupéfiants pour tromper l'ennui ou l'angoisse sont autant de facteurs susceptibles de rendre violents les plus fragiles», s'inquiète le travailleur social Lyes Louffok. Et si la pauvreté, la promiscuité et l'insalubrité augmentent ces risques, «il existe des enfants victimes de maltraitance dans tous les milieux sociaux», rappelle Agnès Gindt-Ducros, directrice de l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE). Quand les parents ne sont pas connus des services sociaux, les associations privilégient l'écoute et la non-culpabilisation. Plusieurs lignes téléphoniques offrent un soutien parental, comme les numéros verts Enfance et Covid (0 805 827 827) ou Allo, parents confinés (0 805 382 300).

Les facteurs de tension sont facilement identifiables. «Les parents sont soumis à des injonctions paradoxales et anxiogènes de la part du gouvernement, de leur employeur, des établissements scolaires», analyse Elsa Clavierie, pédopsychiatre à l'hôpital Charles-Perrens de Bordeaux, où la prise en charge a été réduite pour prioriser les soins urgents. «Ils doivent répondre à des exigences à la fois sanitaires, professionnelles, pédagogiques, sans oublier celle de passer du temps avec leurs enfants. Certains parents se retrouvent en difficulté face à la perte de leurs repères et des relais habituels.» Cette vulnérabilité accrue au sein de la sphère familiale, où les relations de domination sont très fortes, crée un risque de violence, selon la chercheuse en philosophie Tal Piterbraut-Merx. «Les parents ont des droits sur leurs enfants, et ce pouvoir s'intensifie lorsqu'on retire à la fois les espaces de respiration des parents et les sphères qui servent de soupape aux enfants, comme l'école. Ajoutez à cela la réticence de l'État à faire incursion dans le pouvoir parental et vous obtenez des situations explosives.» Ce travail en amont est d'autant plus nécessaire que «ce n'est pas aux enfants d'appeler à l'aide», souligne Myriam Baghouli, avocate pour mineurs au tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis). «La racine latine du mot "enfant", c'est infans: "qui ne parle pas". Il est très difficile pour un enfant de se dire maltraité, c'est souvent une question de loyauté envers ses parents.»

Même informés, les professionnels ne sont pas en mesure de colmater les brèches de la protection de l'enfance, aggravées par la crise sanitaire. «La situation des mineurs est critique en temps normal, aujourd'hui elle est tragique», déplore

Safia Belkacemi, éducatrice spécialisée en Mayenne. Plusieurs familles qu'elle suit pour des faits de maltraitance n'ont reçu aucune visite de l'aide sociale depuis le début du confinement, faute de matériel de protection. «J'ai seulement le père ou la mère au téléphone, qui me disent que tout va bien puis raccrochent. Comment m'assurer que ces enfants sont en sécurité?» Le secteur n'étant pas reconnu comme prioritaire, la plupart de ces travailleurs attendent encore blouses, gants et masques pour pouvoir reprendre leurs visites à domicile, dont plus de la moitié sont toujours suspendues.

Dans les foyers de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), les droits de visite ont aussi été interrompus, laissant les éducateurs seuls en charge. Le manque de soutien de l'État pousse même parfois à prendre des décisions qui placent certains mineurs en danger. Éducateur dans une maison d'enfants à caractère social en région Nouvelle-Aquitaine, Hicham ¹ raconte que la direction de l'établissement a renvoyé plusieurs enfants chez leurs parents. «On a remis des gamins dans l'enfer dont on les avait sortis, alors que seul le juge des enfants est habilité à prendre cette décision. C'est totalement illégal et irresponsable.» Hicham a décidé d'accueillir chez lui un mineur de 11 ans pour lui éviter le même sort. «On ne nous demande plus de nous débrouiller, mais de sacrifier certains enfants.»

Dans ces conditions, la communication du gouvernement agace. «Les numéros et les campagnes, c'est essentiel, mais après on fait quoi de ces enfants?», interroge l'avocate pour mineurs Myriam Baghouli. On attend du concret pour l'aide sociale et la justice. En début de crise, le gouvernement a permis aux structures d'accueil d'augmenter leur capacité jusqu'à 120%. «Le peu de lieux ouverts n'ont pas les moyens sanitaires, ni humains, ni financiers de recevoir des gamins, poursuit-elle. Il faut que les mineurs puissent faire l'objet d'ordonnances provisoires de protection, réquisitionner les immeubles vides, les y installer dans des conditions sanitaires convenables et mettre en place un suivi.» Lyes Louffok préconise la même chose: «Le président de l'Aide sociale à l'enfance d'Île-de-France m'a assuré qu'il n'y avait aucun problème pour réquisitionner les centres de loisirs et qu'il devait simplement passer par le préfet. Le préfet ne l'a jamais fait et le secrétaire d'État, Adrien Taquet, non plus. Ce sont des choix politiques. Que vaut la vie de ces enfants? Pour les pouvoirs publics, ils doivent faire partie de ces gens dont la mort est acceptable.»

Au moment d'écrire ces lignes, on dénombre cinq mineurs tués durant le confinement. Le tout premier, un enfant de 6 ans, est mort fin mars en Seine-Saint-Denis sous les coups de son père, qui avait déjà été condamné pour violences sur l'une de ses filles et dont la famille faisait l'objet d'un suivi par les services sociaux. Les travailleurs de la protection de l'enfance n'attendent qu'une chose: pouvoir passer à nouveau les portes des foyers familiaux. Mais tous redoutent par avance ce qu'ils trouveront derrière ●

¹ Le prénom a été modifié à la demande de l'interlocuteur.



« La situation des mineurs
est critique en temps
normal ; aujourd'hui,
elle est tragique. »

Safia Belkacemi, éducatrice spécialisée